

Distr.
GÉNÉRALE

CES/SEM.52/2
19 septembre 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS

CEE-ONU/CNUCED/UNESCO/UIT/OCDE/
Eurostat: Atelier conjoint de statistique sur le
suivi de la société de l'information: données,
mesures et méthodes
(Genève, 8 et 9 décembre 2003)

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE
DÉVELOPPEMENT (CNUCED)

INSTITUT DE STATISTIQUE DE
L'UNESCO (ISU)

UNION INTERNATIONALE DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT)

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)

OFFICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(Eurostat)

UNE SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION POUR TOUS – LE RÔLE DE LA STATISTIQUE DANS LA RÉALISATION DE CET OBJECTIF

Allocution d'ouverture

M^{me} Heli Jeskanen-Sundström, Directrice générale de statistics Finland

I. INTRODUCTION

1. La construction d'une société de l'information représente l'objectif stratégique de beaucoup de pays. Construire une société de l'information est non pas un processus isolé, mais un aspect lié à l'ensemble de la politique sociale. Les transformations sociales, surtout lorsqu'elles sont rapides, présentent constamment des défis nouveaux pour les décideurs. Il faut disposer à la fois de connaissances sur la situation actuelle, le cadre général dans lequel elle s'inscrit, et de données factuelles fiables sur les orientations du développement de notre société. La capacité de se renouveler constamment et de s'adapter aux besoins changeants de la clientèle demeure une condition *sine qua non* de la compétitivité. Les différents acteurs de la société doivent également assimiler de nouvelles aptitudes et de nouvelles façons d'agir. Considérer

l'évolution d'un point de vue national ne suffit plus; les effets de la mondialisation s'étendent au secteur public, aux entreprises, aux organisations non gouvernementales et aux simples citoyens, de chaque pays. Les pays souhaitent comparer leurs modes de développement et cherchent les meilleures pratiques. Dans ce domaine, la statistique officielle joue un rôle important.

2. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a commencé à établir systématiquement des statistiques sur la société de l'information dans les années 90, bien que les premières statistiques pilotes en la matière datent d'il y a une vingtaine d'années. Les travaux de statistique sur la société de l'information ont progressé par étapes, passant de la clarification des concepts et des définitions à l'exploitation des données statistiques existantes puis à l'élaboration de statistiques nécessitant la collecte de nouvelles données. La publication exhaustive de l'OCDE intitulée *Measuring the Information Economy 2002* (Mesurer l'économie de l'information 2002) contient des dizaines d'indicateurs quantitatifs de l'état de la société de l'information dans différents pays. Au sein de l'Union européenne, les indicateurs eEurope 2002 de la Commission européenne permettent de suivre la progression de la société de l'information dans chacun des États membres. Outre un suivi quantitatif, le programme eEurope prévoit des mesures qualitatives. Des exemples de systèmes de suivi existent donc déjà dans l'optique d'un mécanisme mondial d'observation.

3. Nombreux sont les pays qui produisent des statistiques périodiques sur la société de l'information, mais la capacité de les rassembler varie beaucoup suivant les cas. Certaines recommandations internationales ont déjà été formulées au sujet des instruments (cadres, concepts, définitions et classifications) nécessaires à la compilation de ces données, mais les travaux consacrés à ces instruments ne sont pas terminés. L'expérience le montre, l'élaboration d'un nouveau système statistique prend plusieurs années. L'avant-projet de manuel de comptabilité de l'environnement qui vient d'être achevé remonte par exemple au début des années 90.

4. Les *Principes fondamentaux de la statistique officielle* adoptés par l'ONU en 1994 offrent une base solide sur laquelle peuvent s'appuyer les services de statistique du monde entier. Ces principes disposent ce qui suit: «La statistique officielle constitue un élément indispensable du système d'information d'une société démocratique, fournissant aux administrations publiques, au secteur économique et au public des données concernant la situation économique, démographique et sociale et la situation de l'environnement. À cette fin, des organismes responsables de la statistique officielle doivent établir les statistiques officielles selon un critère d'utilisation pratique et les rendre disponibles, en toute impartialité, en vue de rendre effectif le droit d'accès des citoyens à l'information publique».

5. La déclaration de l'ONU souligne que les statistiques officielles doivent être élaborées selon des méthodes scientifiques et en fonction de classifications et de définitions reconnues au niveau international. La protection des sources de données doit être absolue. L'accent est mis en outre sur l'importance de la coordination et de la coopération. Ces principes constituent des conditions préalables à la production et le fonctionnement de statistiques officielles. Les statistiques relatives à la société de l'information doivent également s'y conformer.

II. SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

6. Dans sa déclaration de principes, le Sommet mondial sur la société de l'information adoptera très probablement des principes clefs applicables à l'instauration d'une société durable de l'information, qui constitueront la pierre angulaire du plan d'action du Sommet et du système de suivi connexe. Le projet de déclaration de juillet 2003 fixe les objectifs suivants:

1. Infrastructure de communication et d'information
2. Accès à l'information et à la connaissance
3. Rôle des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile dans la promotion des TIC au service du développement
4. Renforcement des capacités: mise en valeur des ressources humaines, éducation et formation
5. Fiabiliser et sécuriser l'utilisation des TIC
6. Créer un environnement propice
7. Promotion d'applications des TIC axées sur le développement au profit de tous
8. Identité culturelle et diversité linguistique, contenu local et développement des médias
9. Dimensions éthiques de la société de l'information
10. Coopération internationale et régionale.

7. La déclaration met l'accent sur la nécessité de mettre en place des infrastructures adaptées en matière de communication et d'information, de relever le niveau de compétence, d'accroître les possibilités de tirer parti des applications des TIC dans tous les domaines de la vie et de soutenir la diversité culturelle et la créativité. Ces objectifs servent également d'indicateurs au système de statistique requis pour en contrôler la réalisation. L'on ne saurait trop insister sur l'importance de l'éducation et des compétences s'agissant du développement de la société de l'information.

8. Tout fournisseur de statistiques officielles notera avec satisfaction qu'un plan d'action mettant en évidence le rôle de la statistique dans le processus de suivi est en cours d'élaboration à l'appui des objectifs fixés dans la déclaration.

III. RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LE SUIVI STATISTIQUE

9. Il semble quasiment certain que la réalisation des objectifs de la société de l'information sera surtout mesurée par des instruments qualitatifs. Pour suivre les progrès accomplis sur le plan de l'environnement juridique ou des contraintes à éliminer, des rapports de situation par pays et des listes de mesures à prendre s'avèrent le moyen le plus commode.

10. Le suivi des objectifs à atteindre nécessite également des mesures quantitatives. Heureusement, celles-ci n'ont pas à être créées de toutes pièces. Les organisations internationales produisent déjà quantité d'informations statistiques qui peuvent être exploitées aux fins du suivi de la déclaration.

11. La déclaration concernant le développement de la société de l'information n'est ni le premier ni le seul programme qui soit axé sur un développement humain équitable au niveau

mondial. L'Organisation des Nations Unies a adopté les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire lors du Sommet du Millénaire qui s'est tenu en 2000. La réalisation de ces objectifs fait déjà l'objet d'un suivi et plusieurs indicateurs utilisés à cet effet peuvent aussi être mis à profit aux fins de la déclaration relative à la société de l'information. Les organisations internationales doivent s'assurer que les indicateurs et statistiques permettant de surveiller l'application des autres programmes mondiaux pourront être exploités dans le cadre du processus à mettre en route. La charge de travail des services nationaux de statistique doit être réduite au minimum par une coordination optimale des systèmes statistiques des organisations internationales.

12. Un suivi statistique systématique exige un travail d'organisation, une coordination et un partage des tâches de la part des instances internationales. Le système doit être efficace et les doublons sont à éviter. Il serait judicieux de recenser les informations que les organisations internationales possèdent déjà, ainsi que les recommandations formulées antérieurement. L'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'ONU, par exemple, recueillent des données statistiques qui peuvent être utilisées. Une sélection probante de données essentielles ou d'indicateurs de base parmi l'ensemble des mesures disponibles représente un enjeu majeur pour le suivi du développement de la société de l'information.

13. Les organisations internationales doivent également s'assurer que les services nationaux de statistique disposent de définitions et autres normes uniformes et pertinentes pour l'élaboration de statistiques. Il en existe déjà plusieurs exemples. L'instruction est la condition *sine qua non* du développement de la société de l'information. L'UNESCO rassemble à grande échelle des données sur le niveau d'instruction et les taux de participation au système d'enseignement dans différents pays. L'UIT suit pour sa part l'évolution et le taux de pénétration de l'infrastructure des télécommunications dans de nombreux pays. Les statistiques existantes sur les moyens de communication de masse et l'activité culturelle peuvent fournir des données sur la presse écrite et sur la production et l'utilisation de contenu numérique dans différents pays.

14. Outre des classifications et des recommandations méthodologiques, les organisations internationales offrent également aux services de statistique des instruments de collecte de données. Par exemple, l'ONU et l'OCDE ont publié des recommandations sur la façon de définir le secteur de l'information. L'OCDE est parvenue à un accord sur la définition du commerce électronique. Cette organisation a élaboré et approuvé des questionnaires types qui permettent de procéder à des enquêtes sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. De telles recommandations ont pour objet de soutenir les travaux des services nationaux de statistique et d'obtenir des données comparables sur le plan international.

15. Cela étant, l'on ne saurait mesurer le développement de la société de l'information en se fondant uniquement sur des chiffres moyens par pays. Mis à part la production de données sur le niveau d'instruction, la diffusion de matériel ou l'utilisation d'Internet, il faudrait aussi savoir dans quelle mesure ces indicateurs diffèrent selon les régions ou les groupes socioéconomiques ou entre hommes et femmes. Le fossé numérique a fait l'objet de toutes sortes de calculs d'indice, mais il est également nécessaire de suivre l'incidence des mesures prises pour combler ce fossé. Par ailleurs, l'on s'intéresse beaucoup, au niveau international, aux statistiques à utiliser pour déterminer comment les femmes et les fillettes exploitent les technologies de l'information.

16. Depuis quelques années, le groupe d'étude de l'ONU baptisé groupe de Voorburg, qui s'attache à élaborer des statistiques des services, envisage l'élaboration de statistiques relatives à la société de l'information. Les membres de ce groupe – principalement des services nationaux de statistique de pays développés, jusqu'à présent – ont eu l'occasion d'échanger des informations sur leur expérience et les meilleures pratiques. La Commission de statistique de l'ONU a examiné la question de la création d'une nouvelle instance pour les pays moins développés. Même si un système de suivi est mis en place en vue du processus découlant du Sommet mondial, peut-être faudrait-il créer un tel groupe de contact dans le cadre d'une subdivision de l'ONU. Les futurs utilisateurs des données devraient également être intégrés dans les travaux d'élaboration au niveau international.

17. En outre, il est permis de se demander comment les organisations internationales pourraient aider des pays moins avancés à élaborer et à rassembler des statistiques et des indicateurs de base décrivant la société de l'information. Si un appui est accordé aux projets visant à mettre en œuvre la déclaration, il serait également logique de soutenir l'élaboration des statistiques requises pour en assurer le suivi.

18. Les instituts de recherche de caractère commercial et les sociétés de conseil privées sont une source importante de renseignements sur la pénétration et l'utilisation des technologies de l'information dans différents pays. Les données sont recueillies à titre onéreux pour le compte de clients, ce qui prouve l'existence d'une demande, et certaines sont mêmes disponibles gratuitement sur Internet. Pourquoi le système de suivi du Sommet mondial ne pourrait-il pas se fonder sur ce type d'informations?

19. L'utilisation de statistiques produites par des instituts de recherche commerciaux et des sociétés de conseil privées, de même que les comparaisons par pays, doivent être envisagées avec une certaine prudence. Le principal problème réside dans la transparence des méthodes employées qui, bien souvent, ne sont pas divulguées. Les recherches actuelles portent seulement sur un nombre limité de pays, principalement ceux qui exercent la plus forte influence économique. On dispose de très peu de données concernant les pays en développement. Les branches d'activité ou les niveaux d'éducation considérés peuvent différer de ceux qui sont retenus dans les classifications officielles: l'information de base disponible à ce sujet ne peut donc pas être utilisée. Les instituts de recherche commerciaux ne produisent généralement que des informations qu'elles vendent, ce qui peut se comprendre. Or il n'existe pas de demande commerciale concernant divers indicateurs (égalité entre les régions ou parité entre hommes et femmes, par exemple) qui sont d'une importance cruciale pour mesurer le développement de la société de l'information.

IV. NÉCESSITÉ D'UN SUIVI STATISTIQUE EFFICACE AU NIVEAU NATIONAL

20. Le plan d'action qui sera adopté par le Sommet mondial se traduira par des activités d'application et de suivi qui s'étendront sur plusieurs années aux niveaux national et international. Les différents aspects de la société de l'information seront intégrés dans les politiques nationales. Cela signifie également que les services nationaux de statistique auront pour tâche et pour mission d'élaborer des statistiques en vue du suivi de ce processus.

21. Les statistiques officielles sont censés tout d'abord rendre compte précisément de l'évolution en cours dans la société. Les services nationaux de statistique doivent être en mesure

de fournir des informations numériques pertinentes, fiables et à jour à l'intention des décideurs. Il s'agit là d'un véritable défi pour les services de statistique, vu les mutations rapides de la société et la modicité de leurs ressources.

22. Le meilleur fondement des statistiques de la société de l'information réside dans une infrastructure de qualité en matière de statistiques officielles. Il y a souvent moyen de produire de nouvelles données en réagencant celles qui proviennent des enquêtes auprès des ménages ou les statistiques du secteur manufacturier ou du commerce extérieur, ou en ajoutant des questions supplémentaires aux enquêtes existantes. Le coût de l'élaboration d'un nouveau système statistique peut être réduit au minimum en exploitant les systèmes existants.

23. Le suivi statistique de la société de l'information doit être adapté aux autres travaux et cadres opérationnels des services de statistique. Lors de la seconde partie du Sommet mondial sur la société de l'information qui aura lieu dans deux ans, un rapport complémentaire devra être présenté concernant les principes qui auront été adoptés lors de la première partie. Il faut donc être en mesure de décrire la situation actuelle et l'évolution constatée dans les années à venir. Lorsque de nouvelles statistiques sont élaborées, il faut se rappeler que les objectifs du suivi statistique ne peuvent pas être modifiés d'une année sur l'autre et qu'il faut prévoir des séries chronologiques. Les travaux de mise au point durent plusieurs années et exigent une étroite coopération avec les fournisseurs et les utilisateurs de données.

24. Il est bon que les services de statistique contribuent d'emblée à l'élaboration des programmes nationaux relatifs à la société de l'information. Un programme de suivi des stratégies et des plans d'action s'avère primordial, faute de quoi les organismes compétents ne pourraient obtenir des données complémentaires sur le développement actuel qui soient à la fois impartiales et indépendantes, ni se conformer aux règles de déontologie en matière de statistique et de recherche. En Finlande, par exemple, soucieux de suivre les progrès réalisés, le Gouvernement a chargé l'Institut national de statistique, dans le cadre de la première stratégie relative à la société de l'information datant de 1995, de présenter périodiquement des rapports et d'entreprendre des études ponctuelles sur les incidences du programme dans la société. En mettant en place une stratégie, il faut pouvoir en mesurer l'application au regard des objectifs fixés. Depuis lors, l'Institut finlandais de statistique participe activement au niveau national aux travaux consacrés au développement de la société de l'information, qui se sont avérés fructueux.

V. CONCLUSION

25. Comme le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, l'a écrit dans l'avant-propos du Rapport sur le commerce électronique et le développement 2002 de la CNUCED, «si le monde prend au sérieux la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2015, les TIC doivent occuper une large place dans une telle entreprise. Chacun – qu'il s'agisse des pouvoirs publics, de la société civile, ou du secteur privé – a intérêt à faciliter l'accès aux nouvelles technologies et à mettre les TIC au service du développement».

26. L'application à grande échelle des TIC et l'accroissement des niveaux de compétence sont des enjeux mondiaux de la société de l'information. La réalisation de ces objectifs passe par des étapes intermédiaires et des jalons clairement définis. Le Sommet mondial suppose un suivi des

principes essentiels de la déclaration. Les milieux statistiques internationaux sauront-ils répondre aux défis qui leur sont lancés?

27. Les questions d'organisation et la coordination des travaux des organisations internationales constituent un enjeu majeur. Il est essentiel de pouvoir présenter dans les grandes lignes le cadre de référence dans lequel les indicateurs dérivés de la déclaration pourront s'inscrire. Naturellement, les concepts et définitions connexes devront être universellement approuvés et appliqués.

28. Tous ces travaux doivent avoir démarré avant le Sommet de Tunis qui se tiendra dans deux ans. L'élaboration de statistiques exhaustives au niveau mondial concernant le développement de la société de l'information serait, même à plus long terme, un objectif ambitieux. Cela dit, les services nationaux de statistique tiennent – j'en suis persuadée – à relever le défi, pour autant que les procédures et les directives requises soient adoptées.
